

CLUBS Y RESEAUX DE TROC EN ARGENTINE: REFLEXIONS SUR L'ECONOMIE SOLIDAIRE.

Heloisa Primavera, octobre 2002ⁱ

Résumé: ses réflexions ont pour objet de proposer une analyse de l'évolution des clubs et réseaux d'échanges multiréciproques en Argentine, depuis son origine, son développement durant sept ans et sa crise récente, pour sauver la possibilité de sa reformulation comme une forme d'économie solidaire, capable de construire de nouvelles relations entre l'Etat et la société civile. Cette argumentation prendra trois développements:

** SEPARER LA PAILLE DU GRAIN: brève contextualisation du phénomène*

*** EVOLUTION ET CRISE DU SYSTEME DE TROC: de 1995 à 2002*

**** ECONOMIE SOLIDAIRE: OPTION OU ILLUSION? limites et possibilités futures*

* SEPARER LA PAILLE DU GRAIN

Le retour à la démocratie en 1983 avait fait envisager le sauvetage d'un modèle d'un modèle d'un pays égalitaire ce qu'avait été l'Argentine et qui viendrait de la main d'un Etat responsable accompagné par une vive participation populaire et citoyenne capable de reconquérir le processus de développement économique et social bloqué par le régime militaire. Cependant, durant les années 80, comme toute l'Amérique Latine, l'Argentine connut ce que l'on appellera « la décade perdue » causée notamment par les plans d'ajustements structurels imposés par les organismes de crédits multilatéraux. Une deuxième « décade perdue » de croissance s'ajouta à ce passif et la région entra dans le troisième millénaire comme un Etat en marche vers une situation de pauvreté inédite dans son histoire. Amérique Latine a aujourd'hui le triste record de la région la plus inégale de la planète et la crise argentine a été l'occasion du retour du paradigme paradoxal d'un pays structurellement riche devenu pauvre en si peu de temps...

La première explication a l'habitude d'invoquer, en général, le rôle du politique, mais ce serait stérile d'abonder ici sur ces réflexions, non parce que nous ne croyons pas à la responsabilité des dirigeants politiques sinon parce que nous croyons que cette explication ne nous aidera pas à comprendre les transformations qui se sont réalisées durant les deux dernières décades et laissera de côté des responsabilités partagées dans le poids total.

Ce que oui nous croyons est qu'il est absolument nécessaire de changer de direction les explications faciles et de tenter de chercher dans d'autres horizons, où la complexité des crises et le caractère systémique des processus sociaux de ces derniers temps de globalisation rencontrent des brèches réalistes de sortie, respectueuses des valeurs démocratiques en construction.

Comprendre aujourd'hui ce qui s'est passé dans l'évolution des clubs et des réseaux de troc, même si cela paraît anecdotique, fait partie du travail majeur que nous devons réaliser prochainement : *apprendre à séparer la paille du maïs*, pour voir plus loin que ce qu'il paraît, et pour ne pas croire ce que l'on voit en premier aspect. Cela est au moins le sentiment des idées qui suivent, comme partie du processus inéluctable que nous nous sommes mis en charge pour la reconstruction d'une Argentine dans laquelle nous voulons vivre et voulons laisser aux générations futures.

C'est ainsi qu'en 1995, une grande partie de la classe moyenne argentine, le support le plus important de l'économie jusqu'à ce moment là, fut victime d'effets drastiques d'appauvrissement et d'exclusion du système social, ce qui institua une nouvelle classe sociale : la catégorie des *nouveaux pauvres*. Ce glissement social vers la pauvreté fut à l'origine de plusieurs mouvements de protestation en différents points du pays, soutenus pas les inemployés, les nouveaux pauvres, les indigents, qui manifestèrent de manières variées. Cela a probablement été le germe pour la recherche d'organisations alternatives capables d'affronter la désoccupation croissante et la pénurie induite de revenus. Une de ces formes a été « l'échange multi-réciproque et démonétisé » de biens et de services au sein de petits groupes, « le miracle argentin », qui s'appelleront plus tard le « réseau de troc ».

Dans ce contexte, naît le 1^{er} mai de 1995, le premier « club de troc » : une vingtaine de voisins regroupés autour d'un groupe d'écologistes, avaient fait l'interprétation que la situation critique du

moment pouvait être affrontée avec la mobilisation des ressources oisives des personnes désemployées ou sous-employées et l'échange multilatéral entre eux. De telle manière que récemment, les fondateurs ont reconnu qu'ils avait commencé avec la claire intention de faire un commerce similaire au marketing de plusieurs niveaux en vogue à l'époque, en peu de temps d'autres groupes fondateurs se sont appropriés la idée et le commerce s'est transformé de manière involontaire en un mur de contention social. Ainsi fut comment à partir d'un premier groupe, en peu de mois, par simple communication de bouches à oreilles, se créèrent de nouveaux clubs et en peu d'années, par la nécessité qui était chaque fois plus forte à l'extérieur et l'engouement militant de ceux qui s'approprièrent l'idée, depuis l'intérieur, le système se développe quantitativement et qualitativement, de manière à mettre en évidence un mode de réactivation économique et de reconstruction du tissu social inconnu sous ses latitudes.

L'implantation de ses nouvelles pratiques sociales, économiques et plus tard politique, a eu, au moins deux effets immédiats :

** mettre en évidence des ressources et des capacités basiques de groupes et de personnes oisives ou mal dotées*

** mettre en évidence la déficience constitutive du système monétaire en vigueur, comme partie des politiques destinées fortement à concentrer et non à distribuer la richesse.*

Un premier trait distinctif pour comprendre le développement des clubs de trueque en Argentine, fréquemment oublié, est de se rappeler qu'il est nait dans un contexte de classe moyenne en voie appauvrissement, circonstance qui explique, au moins en partie, la croissance explosive du système, à la différence de ce qui s'est passé dans d'autres pays dans lesquels les premières expériences se sont réalisées dans des classes sociales de revenus plus faibles. C'est le cas par exemple pour le Mexique et l'Equateur, où les initiatives apparaissent presque simultanément, mais sans arriver à se multiplier au point de faire impact sur les politiques de génération de travail et de rente. Ainsi on comprend aussi pourquoi la première étape en Argentine fut relativement lente et géographiquement limitée: chaque samedi le groupe de voisins se réunissait pour échanger différents biens et services, comme des aliments frais, préparés, des vêtements neufs, de l'artisanat, des services d'aide et d'entretien du domicile (électricité, plomberie, maçonnerie), coiffeuse, attention médicale... Dès le premier instant, il ne s'est jamais s'agit d'un troc direct, sinon d'un système d'échanges multiples, dans lequel chaque personne prenait ce qu'elle avait besoin, indépendamment du fait d'obtenir exactement l'équivalent de son offre. Sa composition sociale de classe moyenne a été déterminante pour le développement des réseaux, du fait qu'elle avait la possibilité d'offrir beaucoup de services et produits à haute valeur ajoutée. En d'autres lieux de notre pays où les participants étaient de secteurs moins qualifiés, le phénomène a été moins spectaculaire et moins captifs des mécanismes si peu solidaires du capitalisme sauvage.

Une seconde caractéristique des clubs de troc a été son système de comptabilisation des opérations. Pour cela, les valeurs correspondantes aux productions étaient enregistrées sur un cahier central, et chaque jour, chaque personne s'en allait avec un solde créditeur ou débiteur, avec l'engagement de revenir la semaine suivante. Quand le groupe fut d'environ une cinquantaine de personnes, les opérations apparurent chaque fois plus lourdes pour les promoteurs du système, ainsi en 1996 ils décidèrent d'innover la méthodologie et de mettre en pratique un bon de transaction, qu'ils appelèrent «crédito» pour signifier que la confiance était le pilier du système. Ces bons étaient dans un premier temps locaux, chaque club se chargeait de son impression et de sa distribution, mais quand fut constaté qu'il était possible d'augmenter les opérations en fréquentant d'autres clubs, il se décida de mettre en place un système pour que ces bons puissent être utilisés dans toutes les régions qui pratiquaient les mêmes conditions d'émission, distribution et contrôle. On peut considérer que ce fut la première origine du réseau du troc. A partir de là, les clubs commencèrent à s'appeler noeud s'ils étaient connectés à d'autres, utilisant les mêmes bons.

Ce qui nous intéresse de mettre ici en évidence ce sont deux aspects presque centraux: l'origine dans une classe moyenne et l'utilisation d'un bon de transaction décentralisé, qui laissait l'autonomie et le pouvoir de décision aux groupes de participants. Ainsi fut comment se réalisa le passage de 23 personnes à plus de deux millions en moins de six ans. Ce qui explique que, en pleine crise mondiale de l'emploi, «le miracle argentin», fut regardé comme une « surprise » depuis l'hémisphère nord ou sud: durant l'année 2002, les clubs s'estimaient à 10 000 et les participants aux activités du troc à plus de 5 millions dans tout le pays. Mais à partir d'avril 2002, une crise brutale survient et le système s'effondre, principalement dans les grandes concentrations urbaines. Comme dans les années

trentes, le crack boursier, il s'agit d'une crise de confiance: une espèce de « bulle virtuelle », ressemblante à celle de nos jours du phénomène terrible du "risque pays"...

A partir de ce moment on commença à parler des contre-façons, de friponnerie("viveza criolla") et de ceux qui préfèrent des macroexplications politiques attribuées au chaos de la sortie de la convertibilité, sans se préoccuper de la vérité des faits à l'intérieur des milliers de clubs et réseaux de troc dissimulés dans le pays. La presse, bien intentionnée, ingénue et opportuniste, accompagna comme toujours la version la plus facile. L'académie commença à traiter du sujet. Les politiques et les gestionnaires de biens publics n'ont pas pu laissé de coté un phénomène qui concernait autant d'inemployés et sous-employés de toutes les régions du pays, principalement quand la violence sociale ne paraissait pas avoir de cause.

La gravité de la situation sociale et le rôle que se sont attribués les clubs de troc, tant du point de vue de l'Etat que de celui de la société civile, font qu'il est nécessaire de clarifier les faits et les différents contextes qui accompagnèrent cette évolution afin de mieux comprendre la crise du système de troc, évaluer ses limites et ses possibilités. Pour cela, les réflexions qui suivent insiste sur:

- montrer que la crise des clubs et réseaux de troc est antérieure à la catastrophe de décembre 2001 et que lorsqu'elle se réalise, cela est au moins depuis un an et demi avant la sortie de la convertibilité; il est possible que cela l'est aggravée ou permit que les chiffres se montraient avec plus de clarté. Ce qui est sûr, c'est qu'elle est aussi une crise politique, mais dans un sens interne au réseau de troc, parce qu'elle résulte de l'affrontement entre deux modèles, qui jusqu'à présent coexistaient pacifiquement, peut être plus ou moins isolé géographiquement.
- proposer un recadrage des relations Etat et société civile pour inclure les activités des clubs et des réseaux de troc comme forme d'une Economie Solidaire, où, loin de la traiter comme un clone de l'économie informelle pour ceux qui ne cherchent à tout prix à s'insérer dans l'économie formelle, serait vu comme une forme solidaire et intégrante de réorganiser la vie sociale des classes sociales exclues.

Cela vaut la peine de passer outre la perception que cette crise est seulement technique, politique, paradigmatique ou de valeurs éthiques ou morales, comme si l'on pouvait en définir aussi simplement les politiques pour l'affronter. De là, surgit la nécessité d'approfondir non seulement les chiffres globaux, sinon l'histoire politique et les particularités des différents sous systèmes à l'intérieur du système total.

** EVOLUTION ET CRISE DU SYSTEME DE TROC

1. Déjà durant la seconde étape de la seconde décennie du siècle passé, des systèmes de monnaies complémentaires à la monnaie officielle s'étaient développés dans différents pays du monde (Schuldt,1997). Cela eu lieu particulièrement au cours de deux types de situations: époque de grandes crises comme celle des années trente et dans les cas particuliers de relations de salariat qui les admettaient. Le premier reste exemplaire avec ce qui c'est passé à Wörgl, en Autriche, entre 1932-33, mais aussi plus récemment, en Campina do Monte Alegre, Brasil, en 1993-94: ce sont des cas qui ont en commun d'avoir été implantés depuis le début, en contrepartie d'une monnaie formelle et de s'être maintenus pendant presque deux ans en circulation.ⁱⁱ¹ Le second, représente l'usage coercitif d'une para-monnaie, c'est un exemple assez connu en Argentine à travers les "bons" de "La Forestal", entreprise qui conditionnait le contrat de travail à l'usage de cet instrument de paiement, que les employés devaient utiliser pour acquérir des produits de première nécessité, dans des points de ventes fixes appartenant à l'entreprise.

2. Plus récemment, à partir de 1982, idéalisé par Michael Linton, apparaissent au Canada des systèmes d'échanges compensés à l'intérieur de petites communautés., qui plus tard se développèrent de Vancouver à l'Australie et en Europe, toutes descendantes de la famille des LETS (qui originellement signifiait "allons-y!", selon son créateur et non "Local Exchange and Trade Systems" comme le voudraient certains de ses détracteurs); de ses initiatives, sans doute les plus diffusées dans le monde, en général se définit un solde possible minimum et maximum pour le groupe et le système se met en marche avec un double registre, central et personnel, en forme de chèques et/ou de logiciels

de compensation. A partir des années 90, le système d'échanges compensés, utilisant un système de chèques similaires à ceux utilisés dans les SELs de France et dans les variantes de LETS européens, arriva en Equateur, Pérou et Brésil mais ne créa pas d'impacts visibles, d'intérêts pour la politique sociale.

3. Jusqu'en 1992, l'écologiste et planificateur urbain Paul Glover, adhérent de la première heure aux LETS, initialisa l'impression de billets destinés à empêcher que "la richesse locale s'échappe" et les échanges commencèrent à se réaliser avec des billets appelés "heures" de Ithaca. Il choisit comme équivalent de "l'heure" la valeur approximative de l'heure de travail dans cette région de l'Etat de New York. Les "heures" marquèrent ainsi le chemin plus récent des monnaies sociales privées, destinées à promouvoir le développement des communautés et éviter la fuite de l'argent vers des pays à main-d'œuvre bon marché et/ou à production hautement technifiées (Greco, 1994). Il se développa plus de 700 communautés aux Etats-Unis, grâce à la technologie de réplique autonome développée par le système de Glover. Cela vaut la peine de souligner dans le caractère de ces monnaies sociales locales issues de ces expériences, l'inexistence d'un projet de monnaie unique et l'exigence d'être obtenue uniquement comme la contrepartie d'une quantité de travail avec un rigoureux contrôle social de l'émission, la distribution. Presque simultanément apparaissent au Mexique les *tianguis* (marchés), qui utilisent ses *Tlalocs* et *tequios*, et suivant une philosophie connue comme celle de l'autre bourse de valeur; ce système existe en certaines occasions mais n'a pas réussi à se multiplier en quantité suffisante pour atteindre une masse critique capable de susciter de l'intérêt des groupes sociaux les plus défavorisés, ni celui des politiques publiques. Il est intéressant d'observer que les "tlalocs" combinent le système de Glover avec celui de Linton, parce que ce sont des billets mais signés à la fois par l'émetteur et le récepteur, un système identique est utilisé par un des premiers clubs de Trueque de Rio de Janeiro (Brésil) avec ses monnaies sociales nommées "tupi" et "zumbi", associées à une banque de gestion démocratique et transparente.

4. Comme nous l'avons soutenu antérieurement, le premier club de troc argentin est né sur le rève d'un mouvement écologique, avec 23 personnes dans le groupe initial (De Sanzo, C. et al, 1998). Selon l'un de ses fondateurs, "chaque samedi nous vivions, avec un enthousiasme populaire, le vertige de réinventer le marché... (...) Pour tous, les associés rentraient dans un secteur dans lequel nous laissions divers produits comme les tartes, les empenadas, les pizzas, les articles de textiles et artisanaux, accumulant les crédits sur nos différentes fiches. A la suite, nous sortions, pour entrer de nouveau avec le rôle de consommateur, dépensant le solde de crédits de notre fiche. Durant la fin de semaine, Horacio et moi nous réunissions dans sa maison durant des heures pour passer en revue les données des livres de compte. Il s'agissait d'un travail interminable, alors que nous n'étions que 60 participantsⁱⁱⁱ.

5. La forme d'enregistrer les transactions évolua d'un système de fiche personnelle et livre central (subtile version de l'ardoise de l'épicier) à une feuille de calcul Excel et plus tard à un bon signé, similaire à celui qui persiste dans certains clubs indépendants (mais aussi en Europe et en Australie), le traitement dura à peine quelques heures, parce que immédiatement il commença à être transféré à d'autres personnes, en raison du caractère transistif de la confiance que les membres du groupe s'inspiraient mutuellement. C'est ainsi que né donc le bon de transaction idéalisé par Rubén Ravera, employé de musée écologiste, intégrant du groupe fondateur du premier club de troc, qui l'appela "tiket trueque": l'unité de change se nomma crédit pour représenter la confiance que les membres du groupe s'inspiraient entre eux: on pouvait l'utilisait comme de "l'argent" en échange d'une production directe, une fois que l'on était associé au système comme producteur et consommateur à la fois. La condition essentielle pour garantir le caractère démocratique et équitatif de l'instrument était que tous devait recevoir la même quantité et en une seule fois: avec cela se formait la masse monétaire que le groupe avait besoin pour opérer et maintenir les conditions de démocratisation de l'expérience.

6. Durant les premiers mois, les clubs de Bernal, Capital et Olivos furent les premiers adeptes du système, presque toujours confondu, par l'opinion public, avec les quelques expérience de troc direct de la petite place du vieux Palermo. Il n'y avait pas de différenciation entre les deux systèmes, le bon de transaction appelé "tiket-trueque" ou plus communément "crédito". Les innovations apparaissaient dans les mots qui désignaient les associés comme "prosommateurs" (producteurs et consommateurs unis dans la même personne), aux clubs comme "noeud" (point du réseau), au bon de transaction comme "crédito".

7. C'est à partir du programme télévisé "Heure clef", conduite par le journaliste Mariano Grondona, en août 1996, que commence à surgir une demande explosive de création de clubs jusqu'à l'intérieur du pays. Selon un des fondateurs, ils "commencent à connaître une croissance exponentielle, du fait que la crise de l'emploi s'est accentuée et qu'il n'apparaissait pas d'idées plus efficaces pour la combattre". La zone ouest de Buenos Aires commença aussi à s'accroître très rapidement et à prendre une importance quantitative, devenant supérieure à la zone sud, autre fille de l'expérience argentine. Déjà on parlait du Red Global de Trueque Solidario, qui statua, sans aucune relation de dépendance à l'égard des clubs des différentes régions, s'ils devaient accepter les douzes principes éthiques comme déclaration "constitutive" du réseau.^{iv}

8. En mai 1997, le Secrétaire de la promotion sociale du Gouvernement de la ville de Buenos Aires produit le premier rapprochement officiel à ce phénomène considéré jusqu'à présent comme marginal et apuït la réalisation de la Journée du Rio de la Plata de troc multiréciproque, fréquentée par plus de 1300 participants, occasion prise par les réseaux d'échanges de savoir (RedISA) de prendre contact avec le Red Global del Trueque Solidario. Peu de mois après, l'autodénominé "conseil accesseur" du programme d'autosuffisance alimentaire (PAR) propose aux coordinateurs de RedISA, une "fusion" de leurs méthodologie et la création d'un système de formation "modèle" pour tout le réseau, déjà en croissance dans de nombreuses régions du pays, de manière à diffuser les principes et multiplier les clubs avec une plus grande efficacité. Selon les responsables du club bernalés, "le système de formation centralisé ne peut pas prospérer, parce que il y a beaucoup de résistance à l'autonomie" de la part du dit-groupe "conseil accesseur" dans presque tous les groupes actifs". De son côté, RedISA décide de créer son propre noeud, qui garde encore le nom de Obelisco du fait d'une de ses localisations de l'époque, l'appellant de Formation Permanente pour marquer la position de cette activité comme fondement afin de transcender l'activité des "marchés" ; insistant à la création d'une citoyenneté active, solidaire et socialement responsable, comme partie intégrante d'un projet plus intégré et intégrateur d'une Economie Solidaire.

9. En mars 1998, le Conseil Accesseur se dissout et se reconstitue dans un nouveau "Groupe impulseur" qui se prétendait ouvert et démocratique, et qui avait l'objectif de faire connaître l'expérience depuis un lieu fixe en la capitale, pour gagner un espace dans la région qui venait de développer un profil trop en opposition au groupe fondateur. Par définition, personne n'était exclue de ses réunions et pouvait connaître, questionner, opiner, proposer ce qu'il voulait; les décisions étaient prises par consensus ou par vote, utilisant la technique de Dynamique Groupale Explicite qui était développée depuis le noeud de Formation Permanente. D'un autre côté, en avril de cette même année, la Journée de L'Economie Sans Argent avait montré un collectif avec une grande activité mais aussi un haut degré d'affrontement au groupe fondateur, toujours présent comme "Conseil Accesseur" du PAR. Dans la région métropolitaine, les zones s'organisèrent maintenant comme celle du sud, de l'ouest, du nord et de la capitale avec en plus la région de Mar del Plata. Les autres noeuds restèrent isolés et fréquenterent épisodiquement les assemblées mensuelles qui se donnaient sans interruption depuis 1997, tant au niveau des Zones que des interzones c'est à dire national. Durant celles-ci se discutaient des différents thèmes distincts, destinés à contribuer à la croissance harmonique du réseau, préservant les principes de la première heure, proposés par le PAR et acceptés par tous. Avec le temps, les différences commencèrent à devenir des interprétations, des principes. En août de la même année, le Gouvernement de la ville de Buenos Aires, qui venait d'appuyer le développement des clubs de troc dans la capitale, et pour suivre cet objectif pris comme salariés quatre membres du Groupe Impulseur, organisa la première journée de troc multiréciproque, durant laquelle il y eut plus de 10 000 participants de différentes régions du pays et de l'extérieur (Uruguay et Brésil). On estime qu'à ce moment les clubs de troc rassemblaient 60 000 personnes.

10. En septembre 1998, trois intégrants du Groupe Impulseur du réseau sont invités par la groupe IGGRI (International Ground Grassroots Initiatives), qui réunissait tous les activistes des mouvements populaires du monde, et le Gouvernement de Finlande pour montrer l'expérience de l'Argentine. De même lors des autres pays visités, France, Belgique et Hollande, il fut reconnu que l'expérience était très significative et d'un grand intérêt, principalement par les institutions françaises, du fait du développement polémique des SELs (Systèmes d'Echange Local) et des systèmes dérivés de ceux du Canada. A partir de ce moment, le thème fut intégré dans le champ des études de Gestion Sociale dans le Mastère d'Administration Publique de l'Université de Buenos Aires et dans d'autres unités académiques du pays et de l'étranger (Hollande, France, Belgique, Canada, Japon, Danemark, Brésil, Espagne).

11. A la moitié de 1999, le groupe fondateur, en frange minoritaire dans l'organisme de "surveillance" des principes éthiques et législatifs pour de nouvelles normes (Commission Interzone) décide de relancer le trueque depuis la Bernal, suivant un dispositif dénommé par eux "la franchise sociale", selon lequel la reproduction du modèle, selon sa propre décision, était uniquement du ressort du groupe fondateur installé dans le noeud La Bernal. Le groupe impulseur ne s'est jamais dissolu formellement, ses intégrants continuaient à utiliser cette même dénomination pour répliquer le système dans d'autres zones du pays. Pendant toute la période de 1999 à 2000, les discussions à l'intérieur de la commission interzonale ne réussirent pas à gommer les différences entre le Conseil Accesseur et le groupe collégial centrés sur deux points conflictuels:

- d'un côté, l'interprétation des principes acceptés par tous jusqu'à présent et les pratiques du groupe fondateur étaient considérées comme déviantes par la majorité du groupe
- et, principalement, les différences de pratiques en relation avec les balances mensuelles des zones et des noeuds, jamais ne furent présentées par le Conseil Accesseur du PAR. Pour toutes les régions, (Capital, Nord, Sud, Ouest, déjà divisées), les balances non seulement devaient reporter quand ont eu lieu les émissions mais surtout comment avait été distribués et contrôlés les crédits jusqu'à ce moment.

12. En septembre 2000, un des intégrants du Conseil Accesseur participe pour la dernière fois à la réunion mensuelle de la commission interzonale, durant laquelle il présenta une brève feuille de numéros sans destination comme balance des 4,5 millions de crédits reconnus comme émis par le groupe fondateur (PAR), ce qui fut rejeté par l'unanimité des zones présentes. Il promit de revenir le mois suivant avec une balance plus détaillée mais cela n'eut jamais eu lieu.

13. En changement, le 20 décembre de 2000, grâce à la relation personnelle avec un fonctionnaire de division d'Economie Informelle du Secrétariat de la Petite et de la Moyenne Entreprise du Ministère de l'Economie, le groupe fondateur réussit à signer un accord avec ce secrétariat pour propager le troc sur tout le territoire national, à travers de la récente association AAPAR (Association des amis du PAR). Durant six mois, les trois fondateurs sont devenus « assessseurs » du Ministère d'Economie dans la formation des clubs dans tout le pays. Très tôt, le fonctionnaire responsable de leur incorporation constata un mode opératoire particulier au groupe, reconnu leur erreur pour avoir sous estimé l'ampleur du phénomène au niveau du pays et, après six mois d'activité les renvoya de leurs postes, intentant d'établir des relations plurielles avec le reste des régions du pays.

14. De manière interne, depuis mars 2001, les réseaux sont deux: le RGT, Red Global de Trueque et le RTS, Red del Trueque Solidario. En mai de cette année, le même Secrétariat avait fait connaître publiquement l'existence de plusieurs réseaux et s'est engagé à étudier les demandes qui pouvaient être satisfaites tant des noeuds que des régions: une d'entre elles fut une ligne téléphonique gratuite pour accéder à l'information nationale sur tous les clubs de troc, dans quelques uns l'implantation eut lieu mais jamais se concrétisa totalement. De toute manière, le pays n'a pas suivi, c'est à dire que dans l'imaginaire social déjà commençait à se construire l'idée de l'"arbolito" (comme s'appelle le bon utilisé par le PAR) comme le bon "national" ou "fédéral", faussement présenté comme le bon unique valide parce qu'il tenait le numéro d'identification fiscale et le numéro de téléphone personnel de l'un des fondateurs, depuis son émission originale. A l'intérieur du pays, selon certains témoignages, certains avisés des représentants officiels du RGT signalaient que "tous les autres bons locaux et provinciaux étaient faux" et que "ils allaient être fait prisonniers s'ils continuaient à émettre". Les pratiques internes du noeud fondateur peuvent être consultées dans des témoignages réalisés présentés en extraits par une revue faite par trois des intégrants du Conseil Accesseur.⁵ Pour les comprendre, il est possible qu'il manquera de récupérer les témoignages des mêmes fondateurs sur leur propos de faire un commerce identique aux réseaux de marketing d'échelle auxquels ils avaient appartenu.

15. Durant cette année « d'abondance » due à l'engagement du Secrétariat de la Petite et de la Moyenne Entreprise du Ministère de l'Economie et avec l'inertie institutionnelle, la diffusion de la franchise sociale s'est réalisée dans tout le pays, introduisant de nouvelles pratiques dans le réseau: de nombreuses opérations ont commencé à utiliser de l'argent formel, jusqu'à être interdites formellement dans le réseau pour ne pas être caractérisées comme activités commerciales, en usages variés, à commencer par la même Bernal, dans son noeud modèle:

* les 50 Crédits ont été vendus pour \$2, \$3 ou \$4, selon le lieu et le coordonnateur, indépendamment de la quantité de billets émise (durant les derniers mois, on est arrivé à la vente d'un seul billet de 50 Crédits pour \$2 ou \$3).

* se facturait l'entrée au noeud à \$ 1, comme "bonne contribution";

* se facturait \$ 1 la location des espaces physiques pour garantir une stabilité de la clientèle;

* se facturait \$2 le stationnement pour les véhicules utilisés

La plus innovante de toutes, sans doute, et loin des pratiques de la première heure, a été de vendre à qui le voulait et le demandait un paquet de 50 crédits, autant de fois qu'il le désirait, c'est à dire autant de fois qu'il pouvait en acheter. Si dans les premiers temps la vente s'était réalisée une seule fois à une seule personne à la fois "avec le contrôle de son identité, durant la crise post corralito, cela commença à introduire des discriminations et il existe une infinité de témoignages sur ses opérations.

Il est difficile d'estimer la quantité d'argent qu'a pu générer ces pratiques et sa destination, du fait que jusqu'à présent il y avait différentes associations civiles sans but lucratif qui ont hébergé les activités du Red Global de Trueque. Les investigations que l'AFIP a entrepris à travers le Fisc ou la police criminelle ont eu peu de temps avant le cambriolage des bureaux de la Bernalesa au milieu du mois de mai 2001, opération durant laquelle il aurait disparu plus de \$ 90.000 (pesos devaluados) dans la caisse de l'institution, selon la déclaration d'un des fondateurs.

16. Durant cette époque, la Franchise sociale avait déjà commencé à produire ses clones, non seulement dans l'émission de bons de transaction, mais aussi comme style de pratiques sociales: apparition de différents types de franchise sociale dans le pays, principalement à partir du conurbano de Buenos Aires, où se situait la majeure partie de ses élèves, qualifiés et damnés. De plus la production de bons, permit de manière efficace de verser quelques salaires selon des témoignages les plus crédibles. Les bons locaux des autres zones commencèrent à être retirés de la circulation, avec ingénuité et complaisance de certains qui croyaient réaliser un bon commerce en changeant leurs bons locaux (symbole d'un développement local) pour des bons nationaux. Mais ce qui est indéniable est que la surémission a apporté tous ses fruits: une inflation significative de crédits dans les zones de vente libre, puis ensuite dans les zones les plus reculées où les valeurs avaient été relativement stables.

Les médias ont toujours joué leur rôle: pour le pays LE réseau du troc était le RGT, comme les bons sont "arbolitos". L'autonomie des régions et des noeuds ne suffisaient plus à être une défense des autres bons et le conflit s'installa dans les régions urbaines de grande densité de clubs dans lesquelles les utilisateurs avaient un accès indifférencié aux autres crédits des autres régions, parce que sa valeur commençait à se différencier clairement: l'inflation débuta dans les zones hégémoniques du RGT et les pratiques spéculatives d'acheter moins cher dans les zones fermées (dont les bons étaient rares) et vendre cher dans les zones de vente libre de bons.

Autre réseau connu, celui du Club de troc de la Zone Ouest, avec des distances variables au RGT, des fois très près de celui-ci, d'autres fois non, croît en importance et cherche à se différencier des franchiseurs originels. Nous sommes sur le point de rencontrer plus de 200 réseaux qui se sont détectés dans le pays, dans quelques provinces et régions, montrant l'extraordinaire pouvoir de multiplication de certaines idées. La constante est que, à l'intérieur du pays, ou dans le conurbano, les réseaux ou les clubs qui croissent ou qui se maintiennent stables sont ceux qui sont arrivés à freiner l'avancée dévastatrice de La Bernalesa et de ses arbolitos" (sic) et d'une certaine manière maintiennent l'autonomie et la protection de ses producteurs authentiques.

17. Quand le 20 décembre 2001 se produit le renoncement du Président constitutionnel de la Nation, sous la pression populaire, se déroule aussi un nouveau chapitre pour le RGT, déjà débouté dans sa tentative de contrôler la vente et la distribution discriminante d'arbolitos, dans lequel l'érosion de la confiance dans le système est amorcée, au plus profond et au plus loin du pays: les clubs de troc apparaissent comme la unique sortie pour une classe politique fragilisée du point de vue de la confiance. A travers des médias transversaux, graphiques, télévisés et par Internet, on dénonce *l'innovation et la prolifération de production authentique* de prosommateurs qui échangent leur travail contre les papiers verts, achetés moins chers, et avec lesquels on ne peut plus rien acheter. Alors que

durant les sacages de la semaine tragique, on montrait des témoignages de prosommateurs qui amenaient des fours micro-ondes pour les vendre au troc, paradoxalement, la grande presse s'obstinait à montrer "le miracle argentin", qui en réalité n'est jamais allé plus loin que la multiplication de bons distribués sans contrôle, sans avertir de l'explosion qui se rapprochait.

Dans la Grande Buenos Aires, "franchiser des *arbolitos*" s'est converti comme le meilleur travail du premier trimestre de l'année 2002, un des seuls mécanismes, apparemment légitime, d'obtenir quelque chose des rares liquidités qui s'échappaient du "corralito". "*Crée un troc!*" c'est converti en une formule magique que les initiés en la pratique pouvaient adopter comme réponse individuelle à la crise récente. Tout cela conduit à quelque chose d'absolument prévisible: une surémission incontrôlée, associée à une production chaque fois plus pauvre, provoqua dans un premier temps une hyperinflation et le litre d'huile, indice risque du troc, approcha des 1000 crédits! Quand le club du troc festoyait son 7^e anniversaire, la presse ne pouvait pas détecter la quasi-impossibilité de troquer pour ceux qui venaient de l'intérieur du pays. Mais ce qui était en train de se passer à l'intérieur du pays n'a jamais eu le mérite de recevoir une étude sérieuse. Peut-être lui manquait-il une masse critique pour être remarquée.

Seulement, analysé de l'intérieur, "le miracle argentin" apparaît tout à fait clair et sans aucun mystère, même incroyablement simple, voire sinistre pour ce qui a été une forme d'autoorganisation populaire d'économie solidaire: surémission accompagnée de production sèche...

Le savoir populaire apprend rapidement à mettre un prix à la production agonisante avec un calcul arithmétique et direct: si j'achète \$2, 50 crédits et que cet objet coûte 2\$, pour gagner quelque chose, je le vendrais à 100 crédits pour ceux qui n'achètent pas de crédit et qui les gagnent avec leur travail! La crise s'exprima avec ses chiffres dramatiques: beaucoup de noeuds ont fermé, les plus prospères sont passés de 800 participants à 40.

18. Quand les petits entrepreneurs décident de répliquer à leur échelle la « franchise sociale » de La Bernalesa et quand ils commencent à franchiser ce qui était infranchisable, c'est à dire, commencèrent à émettre comme l'avait fait depuis le premier temps les fondateurs, apparaissent, selon certains témoignages du même groupe original, les premiers détenus de la justice formelle, pour le délit d'avoir falsifié "tickets trueque".

En fait, à notre avis ce qui aurait dû être fait aurait été la recherche des responsabilités dans les différents acts et contextes. Il est, bien sûr, impossible d'attribuer les mêmes responsabilités à tous les impliqués. Ce n'est pas la même chose la responsabilité de gérer la « Banque Centrale » en 1996 ou en 2002, quand il s'agissait directement de « vendre » les moyens d'échanges. Dans le cas des tardifs, ne s'agissait-il pas simplement d'imiter le système originel ? peut-être pour l'améliorer, au bénéfice d'autres groupes humains, utilisant "benchmarking" comme son propre modèle fondateur?

Depuis le secteur public, sont apparus (tardivement?, prématurément? sans consultations ?) des projets de loi, au niveau national, provincial et des dizaines d'ordonnances municipales. Certains clubs, isolés dans l'intérieur, rappellent qu'ils n'ont jamais appartenu à aucun réseau et proposent leur propre modèle d'économie solidaire, utilisant la monnaie sociale locale, contrôlée depuis toujours pour discipliner le donner et le recevoir, c'est à dire pour éviter la tendance naturelle à l'accumulation, et non pour occulter la surémission, comme c'est le cas pour le noeud Nodo Gente Linda, de la Province de Santa Fe.^{vi}

Les dénégations tous les jours se succèdent, dans les médias de masse, radios, appels téléphoniques, mais principalement sur les listes de courrier électronique semblent représenter l'unique possibilité pour légitimer ces différentes pratiques sociales sur un terrain nouveau. Ainsi survivent à la crise, qui affecte dramatiquement même les noeuds indépendants, ceux qui mettent à l'appui les explications sur les conditions pour soutenir un mouvement social qui s'est maintenu solide jusqu'à ses derniers mois. Comme l'objectif de ses réflexions est de chercher des sorties possibles, nous essaierons de réencadrer le phénomène sous un autre horizon temporel et spatial.

***** ECONOMIA SOLIDARIA: ¿OPCION O ILUSION?**

Comme synthèse des propos antérieurs, nous pourrions accepter que le développement des clubs et des réseaux de troc en Argentine a été affété spécialement par:

1. un système inefficace et inégal d'émission, distribution et contrôle des bons de transaction, centralisés dans peu de gens/groupes sans contrôle social;
2. une croissance explosive d'un nombre de consommateurs en relation avec celui des producteurs authentiques, accentuée dans les derniers temps par un manque de matières premières causé par le manque de liquidité sur le marché formel;
3. un faible développement de capacités individuelles par l'économie de la réciprocité, un manque de développement des capacités individuelles pour la réalisation de microentreprises;
4. une mauvaise intégration des clubs des autres régions, désactivant l'utilité des réseaux initiaux et la possibilité de construire des réponses d'échelles et de qualité;
5. un isolement significatif en relation aux autres initiatives des inemployés et des exclus du marché formel, conjugué à une faible valeur sur la responsabilité d'un développement social avec la majorité des clubs de troc et l'incapacité de dialogue avec des alliés naturels.

C'est à notre tour, après cette analyse le moment de proposer des possibilités de surmonter la situation actuelle. Nous croyons qu'il faut aller vers une double intégration de nouvelles formes d'organisation économique et vers de mouvements sociaux pré-existants, quelques uns émergés à partir de la crise de décembre 2001.

Si nous analysons la construction relativement récente du mouvement d'Economie Solidaire au Brésil, connu aussi comme socio-économie solidaire, nous appercevront de nombreuses préoccupations convergentes. En général, une initiative, probablement pour se renforcer, dans ses premiers temps, tend à se refermer sur elle-même et se mettre au centre d'attention de tous ses membres, rassemblant les efforts qui pourront être utilisés de manière plus potentielle. Ainsi, par exemple, il est habituel que les mouvements avec un certain grade de consolidation comme celui des MST (Movimiento de los Trabajadores Rurales sin Tierra) tendent vers une certaine logique interne de développement et d'établissement d'alliances, et rarement accentuent la profondeur et la croissance qui pourrait augmenter sa marge d'intégration sociale et de dialogue avec des alliés possibles. Dans le cas du Brésil, la région sud du pays a eu une période durant laquelle le gouvernement de l'Etat de Rio Grande du sud a appuyé à la création d'un programme d'Economie Populaire Solidaire, qui a réussi à avancer dans l'articulation de différentes formes économiques (coopératives populaires, coopératives de travail, pépinières d'entreprises, marché de troc solidaire, etc...). Il s'est formé un mouvement d'économie solidaire qui a réussi à s'articuler au niveau national, dirigé depuis un site web sur lequel on peut rencontrer un panel des différentes initiatives de chaque région, combinant les différentes étapes du processus productif, de manière à optimiser l'usage des ressources intérieures à l'intérieures des chaînes de valeurs productives (www.redesolidaria.org.br) et inclure, de même les distinctes initiatives dans des circuits de cogestion Etat/Société civile, avec lesquelles la gestion du budget participatif représente, peut-être le processus le plus avancé mais pas le seul.

D'un autre côté, il est moins sûr que tous ses éléments soient aujourd'hui présents dans notre fragile construction démocratique et il est possible de créer les conditions pour qu'ils commencent à s'articuler dans une forme plus organique, responsable et efficiente. Les raisons de notre espérance et la certitude de notre pronostic se basent sur:

- la crise de décembre 2001 d'un côté a mis en évidence la gravité de la situation sociale, mais aussi l'existence d'une infinité de réseaux sociaux actifs, fortement appuyés par une citoyenneté, dans des secteurs sensibles de l'appareil de l'Etat, et spécialement au niveau des gouvernements locaux;
- dans la dernière décennie, différentes initiatives de réactivation de l'appareil productif se sont développées, qui seront un niveau de renforcement du secteur des micro-entreprises, avec une forte présence des programmes de formation et de financement à travers le micro-crédit, réactivation récente mais soutenue par le secteur associatif de l'économie et aussi la récupération

d'unités productives en faillite par ses employés, comme partie de l'avancée des mouvements de travailleurs dans le chômage et des assemblées de proximité, dans chaque quartier;

- les clubs et les réseaux de troc, dans les différentes régions du pays, commencent à donner des signaux de possibilité d'intégration à des modalités associatives plus formalisées, mais pour lesquelles le processus de formation devra être important, comme aussi les nouvelles modalités d'intégration de l'appareil de l'Etat.

Comme conclusion, nous souhaitons laisser ancrer notre certitude que les 5 interprétations décrites au début de cet article sur ce que nous avons appelé Economie Solidaire: option ou illusion? posent les stratégies claires de sortie de la crise actuelle des clubs de troc. Cette certitude provient de notre expérience de sept années de recherche et de promotion des réseaux de troc, accompagnée de trois décades consacrées au champ de l'éducation populaire., qui évolua jusqu'à l'économie solidaire. Dans notre conception, nous sommes en face d'un développement inédit: la construction d'une citoyenneté politique à partir d'une citoyenneté économique!

Telle est la mission de ceux qui ont cru dans les possibilités des clubs de troc. Malgré la crise qu'ils ont traversé aujourd'hui, ils ont le mérite de révéler une maladie constitutive de l'économie, celle d'être née dans le paradigme de la rareté, qui aujourd'hui n'a plus de sens si nous tenons en compte le patrimoine matériel et intellectuel de cette humanité que nous connaissons. Nous savons bien que l'usine Terre est capable de produire les aliments pour cinq populations équivalentes à celles qui aujourd'hui meurent de faim sous nos latitudes. Et que l'Economie Solidaire, loin d'être une illusion utopique, soit la sortie naturelle d'une crise de l'exclusion qui domme la vie de plus de deux tiers d'êtres humains ayant du mal à survivre.

Ce ne pourra pas être, c'est sûr, les clubs de troc seuls avec une monnaie sociale ceux qui opéreront à ces transformations. Mais eux, ils auront permis de questionner la théorie économique et le système monétaire et, à côté de multiples processus de transformation que nous sommes en train d'assister comme la révolution du micro crédit et du budget participatif, contribueront sans aucun doute à construire un monde plus juste, responsable et solidaire dans lequel nous souhaitons vivre et laisser à nos enfants.

L'Economie Solidaire, qui intègre une nouvelle vision économique, mais aussi et surtout politique sur les destinées possibles de la richesse de la planète et sur notre responsabilité à la distribuer, est une solution, que nous pouvons prendre dans nos mains et en dessiner, pour commencer à construire un nouvel ordre social.

Comme toujours, notre responsabilité aura été, en autres choses, aussi le résultat de ce choix.

Bibliographie

1. van Arkel, H., Albuquerque, P., Ramada, C. y Primavera, H. (orgs)
Onde está o dinheiro? Pistas para la construção do Movimento Monetário Mosaico.
Porto Alegre, INSTRODI, 2002.
2. Gesell, S.
Die natürliche Wirtschaftsordnung durch Freiland und Freigeld.
Hamburg, Gauke Verlag, 1916.
3. Gesell, S.
El orden económico natural por libretierra y libremoneda, tomo II.
Buenos Aires, Ed. E. Gesell, 1936, pp 155 -162.
4. Greco, T.
Money and Debt: a solution to the global crisis.
Tucson, AZ, THGJ, 1989.

5. Greco, T.
New Money for healthy Communities.
Tucson, AZ, THGJ, 1994.
6. Kennedy, M.
Dinero sin inflación ni tasas de interés.
Buenos Aires, Nuevo Extremo, 1998
7. Lietaer, B.
The future of money: Creating new wealth, work and a wiser world.
London, Century, 2001.
8. Primavera, H.
"Política social, imaginación y coraje: reflexiones sobre la moneda social" en
Reforma y Democracia, Caracas, CLAD, 17: 161-188, 2000.
9. Primavera, H.
"La moneda social como palanca del nuevo paradigma económico".
en <http://money.socioeco.org>, 2001, texto de síntesis del Taller sobre Moneda social, Polo de
Socioeconomía solidaria, Alianza por un Mundo responsable, plural y solidario.
10. Schuldt, J.
Dineros alternativos para el desarrollo local,
Lima, Universidad del Pacífico, 1997

Cibergrafía:

www.money.socioeco.org
www.economiasolidaria.net

www.urbared.ungs.edu.ar

www.redesolidaria.org.br

Notas:

ⁱ Docente de la Maestría en Administración Pública y Directora del Programa de Investigación y Desarrollo sobre Monedas Complementarias y Economía Social de la Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Buenos Aires, primaver@econ.uba.ar heloisa@alliance21.org

ⁱⁱ En Primavera, H. Nota sobre las experiencias de moneda social en Wörgl (Austria) y Campina do Monte Alegre, Sao Paulo, (Brasil), en Revista Trueque N° 3, Año 2000, pp 38 –39, Buenos Aires:

"Silvio Gesell, comerciante y economista austroargentino, es autor de la obra "El orden económico natural por libretierra y libremoneda" (1936), en la que desarrolla los lineamientos de un sistema económico alternativo, capaz de evitara la concentración de los medios de producción y financieros, tanto como el carácter errático de la economía, con sus tendencias aparentemente innatas hacia la crisis del poder de compra y del desempleo. Pretendía crear una moneda libre de inflación e intereses. De sus observaciones como comerciante, en Argentina y en Alemania, constató que en ciertas ocasiones su mercadería se vendía bien, rápidamente y a buen precio, y en otras, con mayor lentitud y a bajo precio. Le llamó la atención que esto fuera así. Pronto entendió que estos aumentos y reducciones pocas veces tenían que ver con la demanda o la calidad de sus bienes y casi siempre con el precio del dinero en el mercado monetario. Comenzó a observar estos movimientos y descubrió que a gente compraba cuando las tasas de interés eran bajas y no lo hacía cuando eran altas. La razón por la cual en algunos momentos había más disponibilidad de dinero que en otros dependía de la propensión de los propietarios de dinero a prestarlo: si obtenían por su dinero menos del 2,5% de interés, tendían a retenerlo, provocando disminución en las inversiones. En consecuencia, las empresas quebraban y los puestos de trabajo escaseaban. Si después de cierto tiempo la gente estaba dispuesta a pagar más interés por el dinero, quedaba nuevamente disponible. De esta manera, se originaba un nuevo ciclo económico. Al principio las tasas de interés son elevadas, al igual que los precios de los bienes, pero con el tiempo la mayor oferta de bienes y dinero hace descender las tasas, lo que finalmente desemboca en una "huelga" del capital... Según Gesell,

este fenómeno se debe a que el dinero, a diferencia de otros bienes y servicios, puede retenerse prácticamente sin costo alguno. Si una persona tiene una bolsa de manzanas y otra posee el dinero para comprarlas, al poco tiempo el dueño de las manzanas se verá obligado a vender si no quiere perder sus mercancías. En cambio, el dueño del dinero puede esperar hasta que el precio le convenga, pues su dinero no genera "costos de tenencia". Así fue como Gesell propuso diseñar un sistema monetario en el cual el dinero "se oxida", vale decir, se halla sujeto a una "tasa por desuso": en 1890 formuló entonces una teoría del dinero y de un "orden económico natural" tan alejado del capitalismo y del comunismo como Copérnico lo fue de Tolomeo. Lo central de su teoría sostiene que "en lugar de pagar interés a los que tienen más dinero de lo que necesitan y, con el fin de mantener el dinero en circulación, todo el que posee un excedente en dinero deberá *pagar* una pequeña tasa si lo mantiene fuera de circulación".

En los años '30, los adeptos de la teoría de Gesell tuvieron oportunidades de poner a prueba su proyecto de una "moneda libre" (de intereses), demostrando la validez de sus ideas. Ello se dio en Austria, Francia, Alemania, España, Suiza y los Estados Unidos. Sin duda, el caso más exitoso se dio en la ciudad de Wörgl (Austria) entre 1932 -33, que la convirtió en fuente de inspiración para los estudiosos de la reforma monetaria. El alcalde pudo convencer a los comerciantes y a la administración de la ciudad que había mucho por ganar y poco por perder si llevaban a cabo un experimento monetario como el que proponía Gesell. Los ciudadanos dieron su consentimiento y el Concejo Económico emitió 32.000 "chelines libres" (chelines libres de interés), respaldados en el Banco por el mismo monto en chelines austríacos ordinarios. La ciudad hizo construir puentes, mejorar la red callejera, los servicios públicos, pagó sueldos y materiales con esa moneda aceptada por los comerciantes y empresarios locales. Los resultados mostraron que en el plazo de un año los 32000 chelines libres circularon 463 veces, es decir, crearon bienes y servicios por un valor de 14.816.000 chelines, mientras los chelines ordinarios no circularon más de 21 veces. En un momento de dramática recesión, Wörgl redujo el desempleo en un 25%... Cuando empezaron a interesarse por el sistema más de tres cientos municipios, el Banco Nacional de Austria consideró que su monopolio corría peligro, por lo cual inició una acción contra el Concejo Municipal para que se prohiba la emisión de moneda local. A pesar de una larga batalla que llegó hasta la Suprema Corte, ni Wörgl ni otra comuna pudo repetir la experiencia hasta el día de hoy.

La desconocida experiencia de Campina do Monte Alegre: En realidad, una iniciativa similar fue puesta en práctica en Brasil, en los años '90 por el intendente de Campina do Monte Alegre, Estado de Sao Paulo, quien, en plena hiperinflación, emitió el "Campino Real" moneda de circulación local, que podía ser "canjeado" en los dos sentidos por la Asociación de Comerciantes local; hubo una larga y sutil negociación política para que ese municipio - con un "estado" casi totalmente privatizado, es decir, con las prestaciones de servicios públicos en manos de cooperativas locales - depusiera, como Wörgl, su actitud "rebelde" y la gente volviera a usar solamente la moneda oficial. El caso reviste un particular interés para las experiencias locales, sin que se hayan publicado a la fecha investigaciones sobre sus resultados e impacto a casi una década de su implantación.

Hoy, los estudiosos de las monedas locales, complementarias, plurales o sociales - como las denominamos nosotros - tienen en Silvio Gesell y su teoría monetaria un aliado seguro, un punto de encuentro que todos concuerdan en citar como un precursor que llevó sus ideas hasta las últimas consecuencias y las desarrolló de forma tan accesible que permitió que se plasmaran en experiencias concretas relativamente exitosas. Nos tocó profundizar su obra desde Argentina, del mismo modo que nos toca ahora encontrar formas de resistencia a las desviaciones y expansión a otros horizontes sociales y políticos."

ⁱⁱⁱ De Sanzo, C., H. Covas y H. Primavera, "Reinventando el mercado: la experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina", p.29, Quilmes, P.A.R., 1998. La obra completa puede ser bajada de www.redlases.org.ar

^{iv} Los doce principios de la Red Global de Trueque Solidario, consensuados entre los participantes y vigentes desde 1997 son:

1. *Nuestra realización como seres humanos no necesita estar condicionada por el dinero.*

2. No buscamos promover artículos o servicios, sino ayudarnos mutuamente a alcanzar un sentido de vida superior, mediante el trabajo, la comprensión y el intercambio justo.

3. Sostenemos que es posible remplazar la competencia estéril, el lucro y la especulación por la reciprocidad entre las personas.

4. Creemos que nuestros actos, productos y servicios pueden responder a normas éticas y ecológicas antes que a los dictados del mercado, el consumismo y la búsqueda de beneficio a corto plazo.

5. Los únicos requisitos para ser miembro de la Red Global de Trueque son: asistir a las reuniones grupales, capacitarse y ser productor y consumidor de bienes, servicios y saberes, en el marco de las recomendaciones de los círculos de calidad y autoayuda.

6. Sostenemos que cada miembro es el único responsable de sus actos, productos y servicios.

7. Consideramos que pertenecer a un grupo no implica ningún vínculo de dependencia, puesto que la participación individual es libre y extendida a todos los grupos de la Red.

8. Sostenemos que no es necesario que los grupos se organicen formalmente, de modo estable, puesto que el carácter de Red implica la rotación permanente de roles y funciones.

9. Creemos que es posible combinar la autonomía de los grupos en la gestión de sus asuntos internos con la vigencia de los principios fundamentales que dan pertenencia a la Red.

10. Consideramos recomendable que los integrantes no respaldemos, patrocinemos o apoyemos financieramente - como miembros de la Red - a una causa ajena a ella, para no desviarnos de los objetivos fundamentales que nos unen.

11. Sostenemos que el mejor ejemplo es nuestra conducta en el ámbito de la Red y en nuestra vida fuera de ella. guardamos confidencialidad sobre los asuntos privados y prudencia en el tratamiento público de los temas de la Red que afecten a su crecimiento.

12. Creemos profundamente en una idea de progreso como consecuencia del bienestar sustentable del mayor número de personas del conjunto de las sociedades.

Más recientemente, desde el Programa de Alfabetización Económica impartido desde la Red Latinoamericana de Socioeconomía Solidaria, un grupo de nodos independientes o adheridos a la Red del Trueque Solidario, adoptó un 13º principio, tendiente a *oficializar y democratizar el trabajo de gestión de los nodo* y apuntando, asimismo, a un proceso de redefinición de indicadores socioeconómicos:

13. En la economía solidaria, nada se pierde, nada se regala: todo se recicla, todo se valora, todo se distribuye por igual.

^v Revista Veintitres, Buenos Aires, "Los que "inventaron el trueque", pp72-75, 5 de septiembre de 2002. Hubo una respuesta nuestra publicada en la sección [C@rtas](#), pp43-44, en la edición del 19 de septiembre.

^{vi} Nodo Gente Linda, Venado Tuerdo, Provincia de Santa Fe: danielilari@enredes.com.ar

EL JUEGO DE DAR Y RECIBIR - CLUB DE TRUEQUE DE VENADO TUERTO

Daniel Ilari, Ing. Agr., 2002.

" Nuestro "juego de dar y recibir", se inicia en noviembre de 1999. Me intereso por el tema al apreciar que era importante para reducir el desempleo, y al comunicarme con Buenos Aires, recibo

información básica de la Lic. Heloisa Primavera y asisto a una de las ferias en Buenos Aires. Al comenzar en mi ciudad se adhieren un grupo de gente con cierta tónica espiritual, un grupo de yoga, un amigo contador católico y una amiga protestante y yo que medito hace 20 años. Eso fue positivo en esa etapa que definíamos las reglas, porque siempre aparecen posturas de discriminar y olvidar los fines solidarios para convertir el club en una secta para los elegidos. Las características que lo hacen particular es que en mi ciudad no hay dirigentes, sino que la dirección está a cargo de una asamblea que se reúne semanalmente luego de una de las ferias, y en la que todo el mundo tiene voz, y voto tienen los que asistieron al menos a 2 de las últimas 4 asambleas. Hay un grupo de gente designada para limpieza, que van rotando semanalmente, y un grupo de colaboradores, que se encargan de que reine la armonía y el orden en las ferias. Otra característica es que nuestro “punto”, el billetito usado para intercambiar, va perdiendo valor y tiene vencimiento. Esto consideramos muy importante para que haya una óptima circulación y distribución de los puntos, la gente no ahorra, y sólo vende en la medida que necesita de los demás. Cada 4 meses, los participantes deben cambiar sus “puntos”, y se les retiene un 5%, con un mínimo de 2 puntos por participante. O sea, si una persona cambia 100 puntos se le dan 95 de los nuevos, y si cambia 5 puntos, se le devuelven 3, porque el mínimo es 2 puntos. Eso se hace para que los participantes sepan equilibrar lo que ganan con lo que gastan.

De alguna manera está castigado el que gana mucho y el que gasta mucho. El circulante lo mantenemos, dando a cada participante nuevo, y una vez que demuestra que ha vendido, al menos 20 puntos en el mes, 3 cuotas mensuales de 20 puntos. En mi ciudad tenemos 3 proveedurías, a una distancia mayor de 15 cuadras una de otra, y ferias todos los días de la semana, en las que los participantes pueden comprar productos totalmente en puntos. Nuestro proyecto actual es invitar a participar a todos los comercios de la ciudad, permitiéndoles aceptar un % de la venta en puntos. Creemos que eso ayuda a fortalecer aún más nuestra moneda, y mantener la equivalencia 1 punto = a 1 peso.

Las relaciones que tenemos con el medio son bien integradoras, haciendo honor a la tónica espiritual. Hemos integrado hasta a los que empezaron como posibles enemigos, entre ellos la vecina de la feria que se quejaba que le dejaban las bicicletas en el frente de su casa y que hoy es una de las firmes asistente a la asamblea y colaboradora; asimismo, el Departamento de Bromatología de la Municipalidad dio 3 charlas para la gente que fabrica alimentos; la misma Municipalidad acepta el 30% de la paga municipal en puntos y hasta el Centro Comercial, al que hemos informado bien de las bondades del sistema y del beneficio para la economía local, hoy nos apoya.”